

A g i s s o n s !

le climat change

#11 Janvier 2012

Retrouvez la lettre aux élus sur www.onerc.gouv.fr

La lettre **aux élus** de l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique



ÉDITO

Paul VERGÈS
Président de l'Onerc

Notre inquiétude est légitime face à des risques majeurs qui se précisent au fur et à mesure qu'avancent les connaissances scientifiques, mais aussi au fur et à mesure que les changements climatiques s'inscrivent dans la réalité et nous dévoilent les prémices des bouleversements redoutés. En Europe même, la multiplication ces dernières années d'inondations, de canicules, d'incendies de forêts pourrait ne pas être sans lien avec le réchauffement climatique.

Dès lors, je crois que l'on peut dire que le réchauffement n'est plus un problème de l'avenir. C'est devenu un problème immédiat. Ce n'est plus une question mondiale et lointaine. C'est devenu, et ce le sera de plus en plus, une question régionale du fait même de ses impacts qui posent de redoutables défis en termes de sécurité collective.

À la fin du mois de novembre, à Durban, en Afrique du Sud, les dirigeants du monde entier se sont réunis afin de trouver un accord à la fois pour limiter nos émissions de gaz à effets de serre, mais aussi pour rendre opérationnels les mécanismes d'aide aux pays en développement afin de faire face aux dérèglements du climat. Le temps nous est compté car la multiplication des catastrophes naturelles risque d'être un facteur aggravant des inégalités entre le monde développé et les pays pauvres, une nouvelle fracture entre le Nord et le Sud. ●



Un terrain agricole dévasté après le passage de la tempête Xynthia.

ACTU | La mémoire du risque au cœur de la prévention

Restaurer et valoriser la mémoire du risque permettra d'améliorer notre capacité de réaction et de diminuer notre vulnérabilité aux événements extrêmes.

Tous les risques naturels, à l'exception des séismes et éruptions volcaniques, sont intrinsèquement liés aux facteurs météorologiques et climatiques et à leur grande variabilité. L'évolution de leur fréquence et de leur intensité, en réponse au changement climatique, préoccupe la puissance publique et les populations. Des événements extrêmes, comme la canicule de 2003 ou la tempête Xynthia en 2010 en France, ou encore le cyclone Catarina en 2004 au Brésil, marquent les esprits.

Des retours d'expérience insuffisants

Pourtant, la mémoire du risque, surtout s'il est ancien, fait encore souvent défaut. Les retours d'expérience sont insuffisants ou méconnus, en particulier parce que les sources d'informations locales ne sont pas assez exploitées.

Or, une politique d'adaptation est avant tout une politique d'anticipation. Et le développement d'une culture de la prévention repose à la fois sur le retour d'expérience des

phénomènes passés et sur l'échange d'informations.

Il importe également de ne pas travailler dans l'urgence et de dédramatiser la notion d'adaptation. Au-delà de la gestion des crises et de l'organisation des secours, il faut agir pour diminuer la vulnérabilité face à ces phénomènes extrêmes, ce qui revient à inverser la tendance des dernières décennies qui l'ont vu croître fortement.

Information et sensibilisation

Les collectivités territoriales ont un rôle primordial à jouer dans la préparation de notre société à affronter les conséquences du changement climatique. Leur action sera décisive, dans le domaine de l'aménagement du territoire, bien sûr, mais aussi dans l'information et la sensibilisation des populations.

en savoir +

www.developpement-durable.gouv.fr/adaptation



p. 2
Focus

Laurent MICHEL
Approfondir la connaissance des risques



p. 3
Interview

Roland NUSSBAUM
Risques naturels : les assureurs militent pour la prévention



p. 4
Expérience locale

Jérôme GUTTON
Risque de submersion : Dunkerque en première ligne

Clés

Phénomène extrême

On appelle phénomène extrême un événement rare d'intensité forte à très forte et qui génère des dégâts importants.

Retrait-gonflement des argiles (RGA)

Lors d'un épisode de sécheresse, les sols argileux autour des bâtiments se rétractent, entraînant des mouvements de terrain qui peuvent déstabiliser les constructions et provoquer des fissures aux murs.

Rapport sur les feux de forêt

La zone sensible aux feux de forêt couvre 33% de la surface forestière métropolitaine à ce jour. Cette proportion passerait à 40% en 2040, en lien avec le réchauffement du climat. La zone sensible s'étendrait vers le nord et en altitude. Le rapport de la mission interministérielle sur les feux de forêts (juillet 2010) est consultable en ligne.

www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000494/index.shtml

FOCUS | Risques

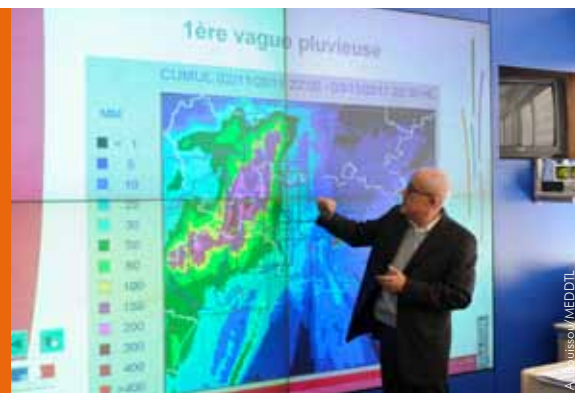
Approfondir la connaissance des risques

L'évolution du climat impose de revoir notre politique de prévention et de gestion des risques. Le renforcement de la connaissance, la maîtrise de l'urbanisation et la réduction de la vulnérabilité font désormais partie de nos priorités.



Laurent MICHEL,
directeur général
de la prévention des risques

La maîtrise en temps réel des connaissances permettra à chaque acteur d'adapter son comportement.



Le service de prévision des crues du Gard.

La politique actuelle de prévention et de gestion des risques naturels est concernée et interrogée par l'évolution du climat. En effet, l'aggravation des aléas, ou leur forte modification, impose de revoir et de renforcer certaines mesures de prévention, notamment l'approfondissement de la connaissance des risques. Il faut aussi intégrer des mesures nouvelles, telles que des méthodes d'évaluation a priori des impacts économiques, sociaux et environnementaux. Enfin, nous devons développer des méthodes et des instruments nouveaux pour anticiper la rupture à venir dans nos modes de réflexion et d'action traditionnels.

Les 28 mesures du plan national d'adaptation

Le plan national d'adaptation prévoit vingt-huit mesures dans le domaine des risques naturels, alliant, d'une part, le développement de la connaissance, de l'observation, de l'alerte et du retour d'expérience et, d'autre part, la maîtrise

de l'urbanisation et la réduction de la vulnérabilité. Les premières mesures mises en place concernent le littoral : le plan submersions rapides, la connaissance des phénomènes côtiers pour la prévision des niveaux marins et la connaissance de l'exposition et de l'altimétrie des terres littorales basses, mais aussi la vigilance vagues-submersion¹, sont autant d'outils nouveaux destinés à aider les collectivités locales dans la gestion des événements catastrophiques.

Plus généralement, les mesures relatives à la connaissance des perturbations météorologiques et des pluies extrêmes², mais aussi des effets de sécheresse en montagne, dans les zones d'argile des plaines alluviales et sur les boisements, incitent l'État et les collectivités à réviser les modalités de mise en œuvre des politiques de prévention et les procédures.

¹ Assurée par Météo France, avec l'appui du SHOM, la vigilance vagues-submersion est opérationnelle depuis octobre 2011 et constitue un volet de la vigilance météorologique.

² Voir le site pluies extrêmes : <http://pluiesextremes.meteo.fr/>

IDÉES REÇUES | Le changement climatique aura une influence sur les aléas et les risques

vrai

- Inondations par débordement de cours d'eau : probable
- Submersion marine du fait de l'élévation du niveau de la mer : très probable
- Érosion côtière du fait de l'élévation du niveau de la mer : très probable
- Retrait-gonflement des argiles : très probable
- Incendies de forêt : très probable
- Fortes précipitations : possible en hiver sur le nord de la France
- Sécheresses : très probable

faux

- Tempêtes (vents forts) pour la France métropolitaine : impossible de conclure
- Cyclones pour l'outre-mer : impossible de conclure
- Aléas gravitaires (chutes de roches) : impossible de conclure
- Avalanches : impossible de conclure

INTERVIEW | Roland NUSSBAUM

Télex

Risques naturels : les assureurs militent pour la prévention

L'augmentation des catastrophes naturelles et de leur gravité dans notre pays, en lien avec le changement climatique, pose la question de l'efficacité et de la viabilité de notre système d'assurance. Le point de vue de Roland Nussbaum, directeur de la mission des sociétés d'assurance pour la connaissance et la prévention des risques naturels (MRN).



Quels sont les principes du régime français d'assurance des catastrophes naturelles ?

Je tiens tout d'abord à souligner l'efficacité de notre régime d'indemnisation des catastrophes naturelles qui permet à tout le monde d'être couvert à un coût raisonnable. Le système en vigueur depuis 1982 impose à l'assuré, particulier ou entreprise, une extension de garantie CatNat (catastrophes naturelles) dans tous les contrats d'assurances de dommages aux biens. En contrepartie de cette garantie, l'assuré doit mettre en place des moyens de prévention indi-

viduels ou collectifs pour limiter les conséquences de sinistres fréquents. En résumé, CatNat c'est le couplage indemnisation-prévention.

Et au niveau des communes ?

Les communes ont l'obligation de mettre en place des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) depuis 1985. L'objectif est de réguler l'aménagement du territoire et les règles de construction : les constructions sont interdites ou restreintes dans les zones à risques. Le niveau de l'indemnisation est lié à l'existence ou non d'un PPR. Il faut savoir que, pour les assureurs, le plus gros risque c'est la tempête : en année moyenne, elle occasionne un milliard d'euros de dommage aux biens, contre 800 millions d'euros pour les risques inondation et sécheresse. Pour faire face à une sinistralité galopante depuis les années 1990 et accélérer le rythme de prescription des PPR, un système de modulation

de la franchise a aussi été mis en place dès 2000. Une majoration substantielle peut ainsi être appliquée par l'assureur.

Comment inciter les collectivités à intégrer les risques futurs dans leurs projets ?

Les assureurs ont reçu favorablement la directive inondation qui vise à réduire les conséquences dommageables des inondations pour tous les enjeux – santé, vie économique, environnement, patrimoine –, en identifiant notamment les territoires à risque important. Tous les acteurs (particuliers entreprises, élus) doivent être responsabilisés pour parvenir à un risque acceptable partout et pour tous. Un nouveau système de modulation des primes d'assurance pour les professionnels et les collectivités est à l'étude pour inciter à davantage de prévention.

Colloque régional sur l'adaptation en Polynésie

Organisé du 12 au 15 décembre 2011, ce colloque a traité des politiques d'aménagement du littoral face aux effets négatifs du changement climatique. Des effets qui ne se feront pas sentir uniquement sur les écosystèmes mais aussi sur les zones côtières anthropisées. Le partage d'expérience a pointé le besoin de faire évoluer certaines pratiques d'aménagement côtier au profit de techniques plus respectueuses des dynamiques sédimentaires naturelles.

www.urbanisme.pf/IMG/html/accueil-effet/colloque/comptendu/colloque.pdf

Conférence mondiale sur le climat

La 17^e conférence mondiale sur le climat s'est tenue à Durban du 28 novembre au 9 décembre 2011. Si les mesures spécifiques pour maintenir le réchauffement climatique à +2°C ont été repoussées à 2015, l'entente sur un accord global contraignant pour tous les pays pour 2020 marque une avancée importante. Le volet adaptation a été très riche avec la mise en œuvre d'un Comité de l'Adaptation au niveau international et du fonds vert ainsi que l'aide à l'élaboration de plan nationaux d'adaptation pour les pays les moins avancés.

www.developpement-durable.gouv.fr/-Durban-28-novembre-10-decembre-.html

Vagues-submersion

La nouvelle vigilance météorologique est opérationnelle depuis le 25 octobre 2011.

www.developpement-durable.gouv.fr

Impacts à long terme du changement climatique sur le littoral métropolitain

Études et documents numéro 55, octobre 2011.

www.developpement-durable.gouv.fr/Impacts-a-long-terme-du-changement.html

Rapport de l'étude CLIMSEC sur les sécheresses en France

À la fin du siècle, des sécheresses météorologiques plus fortes apparaissent et des événements de type 1976 sont alors fréquemment dépassés.

www.cnrm-game.fr/spip.php?article605

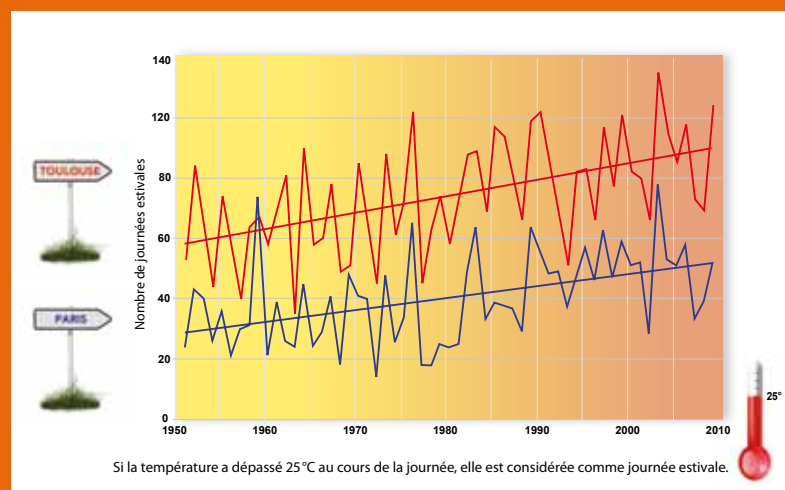
Impacts

L'inondation reste le risque majeur en France

- 12 jours : c'est la durée de la canicule de 2003.
- 21 à 39 jours : c'est l'augmentation de la durée d'une vague de chaleur en 2090 par rapport à 1990 dans le cas d'un scénario pessimiste d'émissions de gaz à effet de serre.
- 4% à 11% : c'est l'augmentation des fortes précipitations en 2090 par rapport à 1990 dans le cas d'un scénario pessimiste d'émissions de gaz à effet de serre (source : rapport Jouzel 2011).
- Sur les vingt dernières années, l'inondation reste le risque majeur en France et représente plus de la moitié du coût des sinistres (source : Fédération française des assurés).

Indicateur

En moyenne, le nombre de journées estivales (où la température a dépassé 25°C) augmente à Paris ainsi qu'à Toulouse. L'augmentation sur la période 1951-2010 est de l'ordre de quatre jours tous les 10 ans à Paris et de plus cinq jours tous les 10 ans à Toulouse.



EXPÉRIENCE LOCALE | Dunkerque

Risque de submersion : Dunkerque en première ligne

À Dunkerque, le risque de submersion marine est particulièrement pris au sérieux, d'autant qu'un tiers de l'arrondissement de Dunkerque est situé à deux mètres en dessous du niveau de la mer. Pourtant, la culture du risque a encore du mal s'imposer.



Jérôme GUTTON,
sous-préfet de Dunkerque

« Le risque, hypothétique par définition, reste très difficile à rendre tangible pour nos concitoyens. »

Le risque de submersion marine nous préoccupe depuis plusieurs années déjà. Avant même Xynthia, il a été analysé et pris en compte dans le cadre d'une démarche de gestion intégrée de la zone côtière, spécifique au Nord - Pas-de-Calais. Celle-ci prévoit l'entretien et la maintenance de notre polder, le plus important de France, et de tout le réseau de waterings (fossés et ouvrages de drainage). Autre particularité du Nord - Pas-de-Calais, nous insistons beaucoup sur la culture du risque : les principaux événements historiques ont été répertoriés, comme l'ouragan du 31 décembre 1776 qui a fait disparaître un village entier à Zuydcoote ou la tempête de février 1953, cause d'une rupture de la digue des Alliés protégeant Dunkerque.

L'après-Xynthia

Toujours dans le cadre de notre démarche intégrée, chaque commune de l'agglomération dunkerquoise s'est d'ores et déjà dotée d'un plan communal de sauvegarde (PCS), véritable outil de protection civile incluant l'ensemble des risques, y compris celui de submersion marine.

Xynthia a eu un effet d'accélérateur et nous a apporté des moyens méthodologiques et financiers. Le ministère du Développement durable a ainsi délégué une enveloppe de six millions d'euros au préfet de région pour la réparation et le réensablement du pied de digue à Dunkerque afin d'amortir les chocs en cas de tempête. Côté méthodologie, nous avons accéléré la « démarche des waterings » et nous

y avons ajouté l'entretien spécifique du trait de côte et des dunes.

Cartographie des aléas

Nous disposons désormais, depuis plus d'un an, de cartes provisoires des aléas de submersion marine sur l'ensemble du littoral. C'est une première base juridique qui nous permet en particulier de contrôler la légalité des permis de construire, dans l'attente de l'élaboration d'un plan de prévention des risques d'inondation, aujourd'hui prescrit, au sujet duquel nous avons beaucoup échangé avec les collectivités territoriales, mais qui n'a pas encore fait l'objet d'une enquête publique. Les collectivités le vivent parfois comme un frein à l'urbanisation...

Il faut bien reconnaître que, malgré nos efforts et le relais efficace des médias, la culture du risque a du mal à s'imposer. Certains élus nous reprochent déjà d'en faire trop alors que nous n'avons pas encore intégré toutes les conséquences du changement climatique et de la montée des eaux dans notre démarche. Cela fait partie des enjeux qui sont devant nous.

en savoir+

www.nord.pref.gouv.fr

En bref

Grau-du-Roi : le centre hospitalier universitaire opère un recul stratégique

L'antenne du CHU de Nîmes au Grau-du-Roi va être démolie puis reconstruite. Les bénéfices attendus sont à la fois d'ordre économique (maintien des emplois du CHU, économies d'énergie), social (maintien de l'antenne du CHU) et environnemental.

En effet, ce chantier va permettre d'opérer un recul de l'ensemble du bâti situé en front de mer d'environ 50 mètres et de reconstituer le cordon dunaire, tout en réduisant la vulnérabilité du site à une éventuelle submersion marine par un calage du niveau des planchers adapté. La reconstruction sur un foncier plus économe permettra, par ailleurs, de recréer une coupure verte en front de mer de plus de 400 mètres, espace restitué en très grande partie au conservatoire du littoral*.

Le chantier du centre hospitalier est à mi-parcours. Les démolitions et l'aménagement de la coupure verte ne pourront être réalisées qu'à partir de début 2012.

Quant à l'approbation du plan de prévention des risques, elle devrait intervenir avant fin 2012. Le nouveau plan local d'urbanisme du Grau-du-Roi a déjà intégré les aléas inondation du Vidourle et du Rhône.

* L'espace restitué est acquis par la ville du Grau-du-Roi, qui conservera un bâtiment afin de réaliser un centre de loisirs et procédera à la démolition de l'espace existant.

www.ville-legrauduroi.fr/

ONERC | Site internet et réunion du GIEC

Le site internet de l'Onerc fait peau neuve et devient un véritable portail pour l'adaptation au changement climatique. Grâce à la rénovation de la page d'accueil et au réaménagement des rubriques, l'accès aux informations est facilité. Le site ambitionne ainsi de devenir l'outil indispensable aux collectivités, administrations et entreprises pour bâtir leurs stratégies et plans d'adaptation.

Le secrétaire général de l'Onerc a participé en novembre à la réunion du GIEC qui a validé le résumé pour décideur du rapport spécial sur les événements extrêmes. Il a soutenu les négociateurs français à la conférence des Parties de Durban au début du mois de décembre en apportant son expertise en matière de recherche scientifique et d'adaptation.

en savoir+
www.onerc.gouv.fr



LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS
ET DU LOGEMENT

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE LA PÊCHE
DE LA RURALITÉ
ET DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE

Le climat change, agissons !

Édité par l'Onerc
Ministère de l'Écologie,
du Développement durable,
des Transports et du Logement
La Grande Arche, Paris Nord
92055 La Défense Cedex
onerc@developpement-durable.gouv.fr

Directeur de la publication : Paul Vergès

Rédacteur en chef : Nicolas Bériot

Comité de rédaction : Françoise Abeillou, Vincent Bourcier, Michel Galliot, Pauline Morin, Maryline Loquet

Rédaction : Maryline Loquet, Anne Baron, Michel Galliot, Younous Omarjee

Réalisation : MEDDTL/SG/DICOM/DIE

Réf. : DICOM-DGEC/LET/11017 - Janvier 2012

Imprimé en France, sur papier certifié écolabel européen

Dépôt légal : janvier 2012 - ISSN : 2106-8445

Abonnement courriel à : onerc@developpement-durable.gouv.fr

Consultez les précédentes lettres sur

www.onerc.gouv.fr, rubrique « Publications sur le changement climatique / Lettres de l'Onerc »

Ce numéro de la Lettre de l'Onerc a été réalisé en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire.

N'hésitez pas à faire circuler cette lettre d'information !